

COMMUNE DE SONZAY - 37360

**Arrêté du Maire n° A2025-05
Portant fermeture exceptionnelle du cimetière dans le cadre d'exhumations**

Le Maire, Jean-Pierre VERNEAU : **SONZAY**
2, rue de la Baratière
37360 SONZAY

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'arrêté n°A2021-66 portant règlement municipal du cimetière et de l'espace cinéraire ;
Vu la demande présentée par Madame Aurore GUICHARD gérante de la SARL Pompes Funèbres GUICHARD et fils – située à Neuillé-Pont-Pierre (37360) – 24 rue du 08 Mai 1945, pour le compte de la Commune de Sonzay ;
Considérant qu'il est nécessaire de fermer exceptionnellement le cimetière au public afin de procéder à des opérations d'exhumations suite aux procédures menées par la Commune ;

ARRÊTE

- Article 1.** Le cimetière communal de SONZAY (37360) est exceptionnellement fermé, en raison d'opérations d'exhumations, le
- Mercredi 29 Janvier 2025 de 08h00 à 16h00.
- Article 2.** L'entreprise de Pompes Funèbres GUICHARD et fils représentée par Madame Aurore GUICHARD – située à Neuillé-Pont-Pierre (37360) – 24 rue du 08 Mai 1945, est chargée des travaux et est habilitée à cet effet à intervenir au cimetière communal aux dates et heures précitées, sous réserve de respecter son obligation légale et réglementaire.
- Article 3.** Monsieur le Maire de Sonzay est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'entreprise de Pompes Funèbres GUICHARD et fils et à la Gendarmerie.

Fait à Sonzay, le 28 Janvier 2025

**Pour Le Maire empêché et par délégation,
l'Adjoint suppléant le Maire
Jean-Pierre GUIGNARD
1^{er} Adjoint au Maire**



Le Maire,
- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr